



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/AC.96/825/Part I/5
23 août 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMITE EXECUTIF DU PROGRAMME
DU HAUT COMMISSAIRE

Quarante-cinquième session

ACTIVITES DU HCR FINANCEES PAR LES FONDS CONSTITUES AU MOYEN
DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES : RAPPORT POUR 1993-1994
ET PROJET DE BUDGETS-PROGRAMMES POUR 1995

PREMIERE PARTIE. AFRIQUE

Section 5 - République centrafricaine

(document soumis par le Haut Commissaire)

I.5 REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Aperçu de la situation

Caractéristiques de la population réfugiée

1. Au 31 décembre 1993, la République centrafricaine accueillait 44 129 réfugiés, soit 23 326 Soudanais, 20 708 Tchadiens, 29 Burundais, 19 Rwandais, 9 Angolais, 8 Ougandais et 30 autres personnes d'origines diverses, dont 34 533 bénéficiaient d'une assistance. On trouvera ci-dessous un tableau donnant une ventilation de la population réfugiée, par origine, caractéristiques démographiques, lieu d'implantation et type d'assistance :

Pays d'origine	Nombre 1/1/93	Nombre 31/12/93	Répartition en pourcentage H / F / E	Lieu	Type d'assistance
Soudan	17 647	23 183 24	32/23/45	M'boki Zones urbaines	Soins et entretien Installation sur place
Soudan	98	119	100/0/0	Kaga-Bandoro	Soins et entretien
Tchad	1 185	11 109 9 532	24/23/53	Boubou Ailleurs	Assistance d'urgence Non assistés
Tchad	55	67	52/33/15	Kaga-Bandoro	Soins et entretien Installation sur place
Divers	55	31 64	75/20/5	Bangui	Rapatriement Non assistés

2. Parmi les réfugiés soudanais, qui, tous, ont bénéficié d'une assistance en 1993, on comptait 7 476 hommes âgés de 18 ans et plus, 3 140 garçons de 5 à 17 ans, 1 778 garçonnetts de 0 à 4 ans, 5 441 femmes âgées de 18 ans et plus, 3 805 filles de 5 à 17 ans et 1 686 fillettes de 0 à 4 ans. Parmi les 11 176 Tchadiens réfugiés bénéficiant d'une assistance, on comptait 2 662 hommes âgés de 18 ans et plus, 1 617 garçons de 5 à 17 ans et 1 341 garçonnetts de 0 à 4 ans, 2 564 femmes âgées de 18 ans et plus, 1 599 filles de 5 à 17 ans et 1 393 fillettes de 0 à 4 ans. On enregistre chez les réfugiés tchadiens installés à Boubou un pourcentage d'enfants plus élevé que chez les réfugiés soudanais installés à M'boki.

Principaux faits nouveaux (1993 et premier trimestre 1994)

3. L'évolution de la situation politique et militaire dans leur pays d'origine s'est traduite par une augmentation du nombre de réfugiés tant tchadiens que soudanais pendant le premier trimestre de 1994. Au cours de cette période, on a enregistré l'arrivée de quelque 350 réfugiés soudanais par mois à M'boki et de près d'une centaine de réfugiés tchadiens par mois à Boubou.

4. En janvier 1994, le Programme alimentaire mondial (PAM) a procédé à une évaluation en vue d'acheminer des vivres par avion à M'boki, la capacité de livraison par la route ne permettant pas de satisfaire les besoins des réfugiés, en particulier pendant la saison des pluies. Une mission conjointe HCR/PAM, composée d'administrateurs de secteur géographique du siège des deux organismes et dirigée par le directeur du PAM en République

centrafricaine, a visité le pays du 23 mars au 7 avril 1994.

5. Le but de la mission était d'évaluer la situation alimentaire dans les zones d'installation de réfugiés de M'boki et Boubou, compte dûment tenu des frais élevés de transport intérieur, d'entreposage et de manutention (TIEM) liés à l'approvisionnement alimentaire de M'boki. Après vérification de la récolte de 1994 à M'boki, le PAM mettra fin à son aide alimentaire à l'issue du projet en cours (mars 1995).

6. La mission conjointe a noté avec satisfaction que les réfugiés tchadiens produisaient déjà une certaine quantité de denrées alimentaires. Il sera également procédé à une évaluation de la récolte de 1994 à Boubou pour veiller à ce que le degré d'autosuffisance alimentaire atteint permette de mettre fin à l'aide alimentaire à la fin de 1994.

7. A Kaga-Bandoro, où plus d'une centaine de réfugiés soudanais se sont installés, à l'écart de leurs compatriotes de M'boki, on a constaté un certain malaise entre les réfugiés et la population locale. Les tensions ont atteint leur paroxysme à la fin mars, lorsque la population locale a incendié le camp des Soudanais. La plupart des Tchadiens de la région, qui étaient eux aussi séparés de leurs compatriotes, semblent s'être intégrés plus facilement.

8. Des dirigeants du Comité de sursaut national pour la paix et la démocratie (CSNPD), dont la majorité des réfugiés tchadiens de Boubou disent être membres, ont pris contact avec le HCR pour discuter d'un éventuel rapatriement librement consenti. Ils ont évoqué la question des garanties juridiques dont le rapatriement devrait être assorti et celle de l'aide à la réinsertion. Le Gouvernement centrafricain a invité le HCR à assister aux négociations de paix entre le Gouvernement tchadien et le CSNPD qui se tenaient sous ses auspices. Le HCR a accepté, dans un esprit humanitaire, d'accorder ses bons offices étant entendu que le rapatriement supposait l'instauration de la paix au Tchad, du moins dans le sud d'où venaient les réfugiés.

Objectifs et priorités du programme

9. La situation politique dans le sud du Soudan n'étant pas propice à un rapatriement librement consenti massif cette année, les priorités fixées pour 1994 consistent à fournir aux réfugiés soudanais de M'boki une aide plus importante qui leur permette de parvenir à l'autosuffisance alimentaire et de mieux s'intégrer dans les activités de développement.

10. Pour atteindre ces objectifs, le HCR mettra l'accent en 1994 sur la fourniture d'intrants agricoles afin d'encourager la production agricole et d'autres activités génératrices de revenu, ainsi que sur le renforcement des secteurs de la santé, de l'assainissement et de l'eau. Comme près de la moitié de la population réfugiée soudanaise se compose d'enfants âgés de moins de 18 ans, dont une toute petite partie seulement peut fréquenter l'école, de nouvelles salles de classe pour l'enseignement primaire seront construites autour du centre et aux alentours du camp.

11. Des efforts seront faits pour surmonter les problèmes logistiques posés par l'emplacement géographique de M'boki. L'état des 280 derniers kilomètres

de la route de Bangassou est source de retards et de frais de livraison très élevés.

12. Il faudra remettre en état le camp de Kaga-Bandoro, qui accueillait plus d'une centaine de réfugiés soudanais avant d'être ravagé, et répondre aux besoins élémentaires des réfugiés qui ont maintenant tout perdu. Un groupe de 67 Tchadiens qui avaient du mal à cohabiter avec leurs compatriotes a été transféré à Kaga-Bandoro et le HCR a prévu de demander à un de ses partenaires d'exécution d'y établir une présence.

13. Bien que des négociations de paix aient été engagées entre le Gouvernement tchadien et le CSNPD, la situation n'est toujours pas propice à un rapatriement librement consenti massif et les arrivées en République centrafricaine se poursuivent. Les priorités en 1994 consistent donc à encourager les Tchadiens de Boubou dans leurs efforts de production agricole et d'intégration dans le tissu économique et social du pays d'asile pour pouvoir mettre fin à l'aide alimentaire d'ici la fin de l'année. Le HCR devra aussi prêter attention aux besoins et aux possibilités d'intégration des nouveaux arrivés.

14. On a constaté que le pourcentage élevé d'enfants d'âge scolaire parmi les réfugiés tchadiens exigeait un renforcement du secteur de l'éducation. Le fait qu'ils proviennent d'écoles francophones de niveau intermédiaire facilitera leur adaptation à leur nouvel environnement. Il n'en demeure pas moins que les enfants en âge de fréquenter un établissement de niveau secondaire devront être logés à Bossangoa, qui est trop éloigné du camp pour que les enfants fassent le trajet tous les jours. Les solutions envisageables sont à l'étude.

Modalités de mise en oeuvre/apports nouveaux

15. Le programme d'aide aux réfugiés est mis en oeuvre par la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), l'Organisation canadienne pour la solidarité et le développement (OCSO), l'Action internationale contre la faim (AICF) et Africare. Le gouvernement, par le truchement du Ministère de l'intérieur, prend à sa charge les traitements du personnel de la CNR, tandis que le HCR finance certaines indemnités liées aux fonctions exercées dans le cadre de la mise en oeuvre du programme. L'OCSO contribue en partie au programme en faveur des réfugiés en puisant dans les ressources qu'elle consacre au développement du pays. Le Gouvernement des Etats-Unis finance aussi une partie des frais généraux entraînés par la collaboration d'Africare avec le HCR et l'AICF a versé une contribution au programme de Boubou.

16. Le PAM a fourni des vivres de première nécessité et financé les frais de TIEM afférents à environ 3 100 t de vivres en 1993 et pendant le premier trimestre de 1994, au coût de 2,8 millions de dollars environ, aide dont ont bénéficié les réfugiés soudanais et tchadiens de M'boki, Boubou et Kaga-Bandoro. On estime à 3,5 millions de dollars le coût de la fourniture de vivres de première nécessité pour 1994 à la population réfugiée actuelle, l'échéance étant fixée à mars 1995 pour M'boki et décembre 1994 pour Boubou, en fonction d'une évaluation de la récolte de 1994, prévue pour novembre/décembre 1994. En raison de l'état des routes dans l'est de la République centrafricaine, il a été décidé de transférer à Rafai le point

de livraison intérieur de l'aide alimentaire du PAM aux nouveaux arrivés, ce qui oblige le HCR à prendre à sa charge les frais de transport de Rafai à M'boki, tout en cherchant les fonds nécessaires au financement de la réfection de la route.

17. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a fourni des semences et des outils agricoles aux réfugiés tchadiens de Boubou en 1994 et a offert ses conseils techniques en matière de production agricole.

18. L'Ambassade d'Allemagne s'est engagée envers la municipalité de M'boki à doter l'hôpital que le HCR a fait construire d'une table d'opération et de matériel gynécologique.

19. La Fédération internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a fait un don de vêtements usagés pour les réfugiés soudanais de M'boki.

Programmes généraux

a) Variations par rapport aux activités planifiées pour 1993

Assistance d'urgence

20. L'augmentation continue inattendue du nombre de réfugiés tchadiens en 1993 a exercé des contraintes sur l'assistance prévue pour le premier trimestre de l'année. Près de 20 000 Tchadiens sont arrivés en République centrafricaine en 1993 et il a fallu prélever 1 511 400 dollars sur le Fonds extraordinaire pour pouvoir en accueillir un bon nombre au camp de Boubou. Cependant 8 000 d'entre eux environ ont préféré rester à proximité de la frontière.

21. La construction par l'AICF de l'infrastructure prévue pour le camp de Boubou, d'une base opérationnelle au village de Boubou et d'un nouveau centre de soins au camp même, s'est prolongée en 1994.

Soins et entretien

22. Près de 6 000 réfugiés sont arrivés du Soudan, ce qui a nui à la mise en oeuvre du programme de soins et entretien en faveur des Soudanais de M'boki. Le triste état de la route s'est aussi répercuté sur la livraison de l'aide à la population réfugiée de ce camp. Les semences n'ont pas été livrées à temps pour la saison des semailles, ce dont la production agricole s'est ressentie. La population réfugiée plus ancienne demeure ainsi tributaire de l'aide alimentaire.

Installation sur place

23. Du fait de l'augmentation du nombre de réfugiés, il a fallu affecter davantage de fonds au titre de l'aide à l'éducation en faveur des étudiants réfugiés tchadiens nouvellement arrivés et au titre de la programmation de cours de français à l'intention des étudiants réfugiés soudanais.

b) Planification de la mise en oeuvre pour 1994

Soins et entretien

24. En 1994, une nouvelle institution, Africare, s'est associée au programme mis en oeuvre à M'boki, en lui affectant trois experts, pour renforcer les secteurs de la santé, de l'eau et de l'agriculture. L'agrandissement de l'hôpital et l'installation de l'infrastructure nécessaire à la production d'électricité devraient être achevés dans le courant de l'année. L'accent sera mis sur les services collectifs et les communications, y compris l'ouverture de nouvelles routes dans le camp et la recherche d'une solution au problème de la route reliant Bangassou à M'boki.

25. Le HCR continuera de s'efforcer à encourager la production agricole et d'autres activités génératrices de revenu, ainsi que de veiller à ce que les activités d'assistance qui n'ont pu être entreprises en 1993 le soient en 1994. Les quantités de semences et les outils agricoles prévus ont été livrés aux sites d'implantation en temps voulu.

26. La dévaluation de la monnaie locale sur l'ensemble du territoire de la Communauté franco-africaine (CFA) en Afrique de l'Ouest et du Centre a eu des répercussions considérables sur les deux principaux projets de soins et d'entretien. Peut-être faudra-t-il procéder à un ajustement après un nouvel examen de ces conséquences sur l'exécution des projets.

Installation sur place

27. Le HCR recherche une solution pour répondre aux besoins des réfugiés en matière d'éducation. La République centrafricaine vient de connaître une période de trois ans pendant lesquels les écoles sont demeurées fermées. On compte un fort pourcentage d'enfants en âge de fréquenter les établissements d'enseignement secondaire parmi les réfugiés tchadiens et soudanais, ainsi qu'un grand nombre de candidats à l'enseignement supérieur, notamment parmi les Tchadiens. Les étudiants réfugiés soudanais continuent de rencontrer des difficultés en raison de la différence de moyen d'instruction entre le Soudan et le pays d'asile. Une mission sera entreprise en 1994 pour enquêter sur les possibilités qui s'offrent en République centrafricaine et pour proposer des solutions pour l'année scolaire 1994/1995. L'allocation révisée demandée doit permettre de financer des activités du même ordre qu'en 1993/1994.

c) Proposition de programme pour 1995

Soins et entretien

28. Il est prévu de supprimer progressivement l'aide alimentaire dans les camps de réfugiés tant soudanais que tchadiens, pour autant que la prochaine récolte le permette et que les réfugiés aient atteint un niveau d'autosuffisance alimentaire satisfaisant d'ici la fin 1994. Seuls bénéficieront de la distribution de denrées alimentaires les nouveaux arrivés et les groupes vulnérables qui n'ont pas été en mesure de parvenir à l'autosuffisance.

29. L'aide en services essentiels assurée aux réfugiés soudanais de M'boki et aux Tchadiens du camp de Boubou se poursuivra en 1995 dans les secteurs des

transports/logistique, des besoins des ménages, de l'eau, de l'éducation, de la santé, des abris, des services collectifs, des intrants agricoles, des activités génératrices de revenu et des services juridiques et d'orientation sociale. Une aide supplémentaire sera accordée par ailleurs au partenaire d'exécution.

Rapatriement librement consenti

30. Le rapatriement en 1995 de quelque 300 réfugiés de République centrafricaine a été prévu au budget. Néanmoins, si les négociations de paix entre le Gouvernement tchadien et le CSNPD sont couronnées de succès et que la situation politique dans le sud du Soudan s'améliore en 1994, peut-être le nombre de candidats au rapatriement librement consenti sera-t-il supérieur, d'où la nécessité de fonds supplémentaires le moment venu.

Installation sur place

31. Peut-être conviendra-t-il de réviser l'allocation pour le projet d'éducation pour 1995/1996 à la suite des recommandations de la mission prévue en 1994.

Programmes spéciaux

Compte d'éducation

a) Variations par rapport aux activités planifiées pour 1993

32. Comme prévu, une quarantaine d'étudiants réfugiés ont bénéficié de bourses pendant l'année universitaire 1993/1994.

b) Planification de la mise en oeuvre pour 1994

33. Il est prévu que les étudiants déjà inscrits poursuivent leurs études avec l'aide de bourses du HCR durant l'année universitaire 1994/1995. Vu les contraintes budgétaires qui pèsent sur le compte d'éducation, le nombre d'étudiants a été maintenu au même niveau qu'en 1993.

c) Proposition de programme pour 1995

34. Le HCR appliquera les mêmes critères pour l'année universitaire 1995/1996 et seuls les étudiants qui bénéficient déjà de bourses du HCR au titre du compte d'éducation pourront poursuivre leurs études, à moins que de nouvelles contributions ne viennent alimenter le compte dans le courant de 1994. L'allocation demandée pour l'année universitaire 1995/1996 permet de financer l'octroi de 38 bourses.

Autres fonds fiduciaires

35. En 1994, il est prévu d'étudier la possibilité de transférer en République centrafricaine un certain nombre d'étudiants réfugiés burundais et rwandais au bénéfice du programme de la Coopération allemande Albert Einstein (DAFI) et qui ne peuvent plus étudier dans leur pays d'asile actuel. Il est prévu à cet effet une mission du Service d'appui technique et au programme

du HCR. En même temps, les ressources du DAFI pourront peut-être aider d'autres nouveaux étudiants réfugiés en République centrafricaine qui n'ont pas pu bénéficier de bourses au titre du compte d'éducation.

36. En 1993, un soutien a été apporté à la CNR et une aide à des réfugiés d'origines diverses. Il a été convenu que ces fonds financeraient les frais de transport, de télécommunication et d'équipement en matériel de traitement électronique des données, ainsi que la formation informatique du personnel de la CNR qui met en oeuvre les projets du HCR. Une partie de ces ressources a été aussi utilisée pour acheter des outils et des semences en vue d'aider les réfugiés tant soudanais que tchadiens à produire des denrées alimentaires autres que des vivres de première nécessité, afin d'améliorer leur ordinaire. Il est aussi prévu de couvrir les traitements de deux chauffeurs. Le projet qui a débuté en octobre 1993 devait s'achever en mars 1994, cependant, il a été prolongé en raison des retards enregistrés dans la livraison d'une partie du matériel.

Coûts afférents à l'exécution du programme et à l'appui administratif

a) Variations par rapport aux activités planifiées pour 1993

37. Les changements qu'il était prévu d'apporter à la présence du HCR dans le pays afin de la renforcer se sont concrétisés comme il était proposé dans le budget administratif révisé pour 1993. Les dépenses légèrement supérieures aux prévisions engagées au titre des dépenses communes de personnel ont été compensées par des économies réalisées du fait du retard mis à pourvoir certains des nouveaux postes.

b) Planification de la mise en oeuvre pour 1994

38. Les estimations révisées pour 1994 sont supérieures aux estimations initiales.

39. Un poste de secrétaire/opératrice de télécommunications et un poste de chauffeur ont été créés pour le bureau de Bangui au 1er juin 1994. Deux postes d'assistants sur le terrain GL.6 ont également été créés pour M'boki et Bossangoa à la même date.

40. Outre les traitements du personnel et frais connexes, des crédits ont été ouverts en vue d'aménager et de louer des locaux à usage de bureau et de couvrir les frais de services collectifs et autres dépenses de fonctionnement pour le bureau du chef de mission et les lieux d'affectation sur le terrain. Il est prévu d'acheter des moyens de locomotion, de communication et du matériel de bureau pour soutenir les activités du programme élargi sur le terrain.

c) Proposition de programme pour 1995

41. A supposer que des réfugiés continuent d'arriver dans le pays et vu la distance entre la capitale et les sites d'implantation de réfugiés, le HCR devrait maintenir à Bangui et dans deux lieux d'affectation sur le terrain une présence du même ordre qu'en 1994, de façon à assurer la mise en oeuvre et le suivi du programme d'aide aux réfugiés. Tous les postes ont donc été maintenus

jusqu'à la fin de 1995.

42. La location et les frais de fonctionnement des locaux à usage de bureau, les frais de déplacement du personnel et les frais d'utilisation et d'entretien du matériel et l'achat de fournitures de bureau sont également prévus au budget. L'allocation demandée est légèrement supérieure à celle prévue dans le budget révisé de 1994, en raison essentiellement de la réduction des crédits nécessaires à l'achat de biens non consommables, ceux-ci ayant dû être achetés en 1994.

DEPENSES DU HCR EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
(en milliers de dollars des Etats-Unis)

1993	1994		1995	
Montant engagé	Allocation approuvée par le Comité exécutif du Programme du Haut Commissaire pour 1993	Allocation révisée demandée	Source des fonds et type d'assistance	Allocation proposée/ projection
PROGRAMMES GENERAUX (1)				
1 511,4	-	-	FONDS EXTRAORDINAIRE	-
1 523,5	1 979,5	1 135,2	SOINS ET ENTRETIEN	1 344,2
30,0	31,9	30,0	RAPATRIEMENT LIBREMENT CONSENTI	45,0
130,0	54,4	130,0	INSTALLATION SUR PLACE	78,3
-	-	846,7	EXECUTION DU PROGRAMME Voir annexes I a et II a	767,2
3 194,9	2 065,8	2 141,9	Total partiel, opérations	2 234,7
-	-	32,8	APPUI ADMINISTRATIF Voir annexes I b et II b	47,4
3 194,9	2 065,8	2 174,7	TOTAL (1)	2 282,1
PROGRAMMES SPECIAUX (2)				
73,7	73,7	73,7	COMPTE D'EDUCATION 38 bourses d'études universitaires	74,5
189,4	-	-	AUTRES FONDS FIDUCIAIRES Assistance diverse	-
263,1	73,7	73,7	TOTAL (2)	74,5
3 458,0	2 139,5	2 248,4	TOTAL GENERAL (1 + 2)	2 356,6
